

Pétitions

J'ai un grand nombre de pétitions en provenance de l'Ontario. La première vient de Kanata, Kingston et Gloucester. Les signataires protestent contre la désindexation des allocations familiales, les réductions massives que cette mesure entraînera pour les prestations aux enfants, et contre les taxes injustes. Ils réclament la pleine indexation des allocations familiales universelles.

Une autre pétition vient de Crystal Beach, tout près de l'endroit où j'ai grandi. Elle porte de nombreuses signatures. Je suis heureuse que les braves gens de Crystal Beach se rendent compte que les conservateurs s'en prennent aux Canadiens, surtout aux familles. Ils réclament la réindexation des allocations et l'annulation des hausses de taxe injustes.

En voici une autre signée par des membres du syndicat des machinistes, comme la dernière. Cette fois-ci, ce sont des citoyens de St. Thomas. Ces derniers s'opposent à la politique du gouvernement et, comme on dit que la situation économique s'améliore, ils s'attendent à ce que le gouvernement tienne sa promesse de ne pas réduire les programmes sociaux. Les pétitionnaires veulent qu'on rétablisse la pleine indexation des allocations familiales.

La suivante est signée par des membres de la famille Gray, de Aylmer, en Ontario, et proteste également contre la réduction des allocations familiales.

Plusieurs autres des nombreuses pétitions que j'ai en main proviennent de la Colombie-Britannique. L'une d'elle est signée par des citoyens qui habitent Victoria Drive dans ma circonscription, Vancouver-Est.

M. le vice-président: A l'ordre, je vous prie. Je pense que la députée connaît le Règlement. Si elle a d'autres pétitions sur le même sujet, voudrait-elle les remettre aux greffiers.

Mme Mitchell: Monsieur le Président, je voudrais ajouter deux autres pétitions venant de Vancouver à cette liste. Les signataires traitent du même sujet puisqu'ils demandent au gouvernement et à la Chambre des communes de réindexer intégralement les allocations familiales au coût de la vie et d'abroger les hausses fiscales injustes avant les Fêtes.

[Français]

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, j'ai également des pétitions à déposer contre la désindexation des allocations familiales, lesquelles proviennent de Sherbrooke, de Beauce (Québec), de Laval, de Lotbinière, de Mississauga-Sud, de Moose Jaw (Saskatchewan), de Vancouver-Est, de Champlain, de Saint-Maurice et de Trois-Rivières.

Tous ces citoyens et citoyennes demandent au gouvernement de ne pas désindexer les allocations familiales.

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, moi aussi j'ai quelques pétitions concernant la désindexation des allocations familiales; une pétition qui vient de la circonscription fédérale de Berthier-Maskinongé-Lanaudière, au Québec; une autre pétition qui vient de la circonscription fédérale de Québec-Est et l'autre, la dernière, qui vient de la circonscription de Rosemont.

● (1230)

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Monsieur le Président, j'ai également un certain nombre de pétitions, lesquelles déplorent le fait que le gouvernement veuille désindexer les allocations familiales.

Ces pétitions viennent évidemment de plusieurs circonscriptions différentes, et certaines, me dit-on, ont été envoyées à des députés conservateurs, lesquels refusent de les déposer en cette Chambre, d'où, avec votre permission, monsieur le Président, j'aimerais porter à votre attention un certain nombre de ces pétitions. Elles ont toutes une chose en commun, c'est le fait qu'on déplore la désindexation des allocations familiales.

J'en ai une première qui vient de la circonscription fédérale de St. Catharines. J'en ai une qui vient de la circonscription fédérale de Manicouagan. J'en ai une autre, monsieur le Président, qui vient de la circonscription de Mégantic-Compton-Stanstead. J'en ai une autre qui vient de la circonscription fédérale de Trois-Rivières. J'en ai une autre, monsieur le Président, qui vient cette fois-là de la circonscription fédérale de Jonquière. Et j'en ai une autre de la circonscription fédérale de Saint-Hyacinthe-Bagot, où encore là des personnes m'ont écrit, monsieur le Président, pour me dire que leur députée refusait de présenter des pétitions, et ils veulent absolument la pleine indexation des allocations familiales.

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, je voudrais vous soumettre quelques pétitions qui m'ont été envoyées par des électeurs de certaines circonscriptions au pays qui demandent que le gouvernement du Canada rétablisse immédiatement la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

Ces pétitions viennent de la circonscription fédérale de Brome-Missisquoi, de la ville de Toronto—il est difficile de dire exactement de quelle circonscription—mais ce sont des électeurs et des électrices de la ville de Toronto. Également, j'ai des pétitions de résidents des circonscriptions fédérales de Sudbury, de Windsor-Ouest en Ontario, et finalement d'Ottawa-Carleton, dans la région de la Capitale nationale.

[Traduction]

ON S'OPPOSE À CERTAINES DISPOSITIONS DU BUDGET DE MAI
1985

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): J'ai moi aussi en main des centaines de noms qui seront autant de pressions de plus exercées auprès du gouvernement pour le convaincre, espérons-le, de modifier un peu sa politique actuelle. La première dénonce les cadeaux accordés dans le dernier budget comme l'exemption d'un demi-million de dollars sur les gains en capital, la hausse des déductions prévues pour les mieux nantis dans le cadre des REER, plus le cadeau de 9 milliards de dollars donné aux pétrolières et l'opération de renflouement de certaines banques qui a coûté un milliard de dollars. Cette pétition nous vient de la Nouvelle-Écosse, des villes d'Enfield, Windsor Junction, Milford, Dartmouth, Halifax, Milford Station, Wellington, Sackville, Fall River, Nine Mile River et Oakfield.

LES MODIFICATIONS DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Dans la deuxième pétition, les signataires protestent contre les modifications apportées au crédit d'impôt pour enfant qui fera perdre de l'argent même aux familles les plus pauvres d'ici 1990. Elle nous a été remise par l'Association canadienne des écoles de service social d'Ottawa.